

## Clôture du Grenelle de l'environnement

Jeudi 25 octobre 2007

**Discours prononcé de Nicolas Sarkozy, Président de la République française**

Monsieur le Premier Ministre,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Vice-Président Al Gore,  
Monsieur le Président Barroso,

Ma première pensée va à tous ceux qui ont œuvré à la réussite de ce Grenelle de l'Environnement qui restera comme un moment important dans la prise de conscience par notre société qu'elle ne peut plus vivre dans le gaspillage, qu'elle ne peut plus négliger les conséquences sur l'avenir de la Planète, de sa façon de vivre, de produire et de consommer.

Je veux saluer José Manuel Barroso, le Président de la Commission qui témoigne ici de l'engagement de l'Europe pour le développement durable. Je sais que grâce à lui, nous pouvons compter sur le soutien de la Commission pour mener à bien la véritable révolution que nous voulons entreprendre. Car c'est bien à une révolution que nous invite ce Grenelle de l'Environnement qui achève aujourd'hui le premier temps de ses travaux. Une révolution dans nos façons de penser, dans nos façons de décider. Une révolution dans nos comportements, dans nos politiques, dans nos objectifs et dans nos critères. Je veux dire à José Manuel Barroso le soutien total de la France et, s'il me le permet, mon amitié personnelle.

Je veux également saluer la présence de Monsieur le Vice-Président Al Gore, de Madame Wangari Maathai, tous deux Prix Nobel de la paix. Ils sont de ceux qui incarnent cette révolution qui l'ont voulue avant tout le monde, qui ont annoncé sa nécessité avant tous, qui n'ont pas hésité, notamment vous, Monsieur le Vice-Président Al Gore, à braver le scepticisme dans votre propre pays, à bousculer les préjugés et à vous attaquer au conservatisme. Vous faites partie de ceux qui nous ont appris à regarder loin devant nous et à ne pas être prisonniers de calculs à courte vue. Vous nous avez appelés à nos responsabilités. Vous nous avez forcés à nous interroger sur le monde que nous allons laisser à nos enfants. Et vous nous avez fait comprendre que nous avons dépassé les limites de ce que notre planète peut supporter.

La France n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait jusqu'à présent. Nos émissions de gaz à effet de serre sont inférieures de 21 % par habitant, par rapport à la moyenne européenne et même 30 à 40 % par rapport à nos grands voisins. Ce n'est pas une raison. La France est le deuxième producteur européen d'énergies renouvelables. La France a une richesse naturelle inestimable.

La France n'est pas en retard mais la France veut, maintenant, être en avance. Et c'est tout le changement, José Manuel, que nous voulons proposer aujourd'hui aux Français. Notre ambition n'est pas d'être aussi médiocres que les autres - oui sur les objectifs - n'est pas d'être dans la moyenne, notre ambition c'est d'être en avance, d'être exemplaires. La France a plaidé à l'ONU en faveur d'un *new deal* économique et écologique planétaire. La France ne peut pas espérer que son appel sera entendu si elle ne s'impose pas à elle-même l'exigence la plus forte. Comment devenir un exemple si on n'est pas capable de s'appliquer à soi les règles qu'on voudrait voir retenues par les autres ?

C'est dans cet esprit que j'ai voulu ce Grenelle. Le Grenelle c'est la réflexion et la proposition partagées.

C'est un succès que nous devons aux organisations non gouvernementales de l'écologie qui ont su être à la hauteur de ce rôle inédit. Je suis persuadé que si on avait dit à un certain nombre d'entre eux « Bientôt vous travaillerez avec lui », ce n'était pas acquis.

C'est un succès que nous devons aux syndicats qui ont su se saisir de ce sujet dont je n'ignore nullement qu'il est nouveau pour un certain nombre d'entre eux. C'est un succès que nous devons à l'ensemble du monde agricole qui a eu le courage de revenir sur des positions anciennes.

C'est un succès que nous devons aux entreprises qui ont su, elles aussi, être au rendez-vous.

C'est un succès que nous devons aux élus qui ont compris les exigences de la population.

Et puis bien sûr c'est un succès, et je veux lui rendre hommage, que nous devons à Jean-Louis Borloo que je veux saluer tout particulièrement, à Nathalie Kosciusko-Morizet, à Dominique Bussereau et à toutes leurs équipes. Jean-Louis tu as su relever le défi que je t'avais fixé, je crois qu'on peut t'applaudir.

Alors maintenant, que c'est le succès de tout le monde, il revient au Premier Ministre et à moi de prendre les décisions. Le Grenelle est un événement sans précédent. Vous êtes tous restés jusqu'au bout, en tout cas jusqu'à l'instant où j'ai parlé, à la table. Des compromis ont été trouvés sur des sujets auparavant tabous et Cher François Fillon, une très lourde responsabilité nous attend désormais. Elle est simple : ne pas décevoir. Ce que j'ai à vous dire est simple, en tant que Chef de l'État vos propositions je les fais miennes, je les porterai et je les mettrai en oeuvre.

Je voudrais que cette politique soit d'abord une politique d'adhésion. Il faut avoir le courage de décider autrement, de changer les méthodes, de préférer la décision issue de la négociation plutôt que la décision issue de l'administration. Eh bien reconnaissons que le dialogue à cinq : syndicats, entreprises, ONG, élus et administrations, c'est un succès sans précédent. Le Grenelle n'est pas une fin c'est un commencement et nous allons confier aux cinq le suivi de ce qui a été décidé en commun. Nous avons constitué plusieurs groupes de travail : logement, transport, etc. mais je vous propose que, pour tous les grands projets, tous, par exemple ceux soumis à enquête publique, la décision négociée à cinq se substitue à la décision administrative.

C'est un changement complet dans la logique... Ce ne sera plus aux solutions écologiques de prouver leur intérêt, ce sera aux projets non écologiques de prouver qu'il n'était pas possible de faire autrement.

Les décisions non écologiques devront être motivées et justifiées comme un ultime et dernier recours. C'est une révolution, dans la méthode de gouvernance de notre pays, totale.

Et nous allons appliquer immédiatement ce principe à la politique des transports. Le Grenelle propose une rupture. Je propose de la faire mienne. La priorité ne sera plus au rattrapage routier mais au rattrapage des autres modes de transport. Nous allons également l'appliquer à la politique de gestion des déchets. La priorité ne sera plus au seul traitement des déchets mais à leur prévention. Nous retiendrons toutes les propositions qui permettent d'interdire ou de taxer les déchets inutiles comme le suremballage. La priorité ne sera plus à l'incinération mais au recyclage des déchets. Il faudra prouver pour tout nouveau projet d'incinérateur qu'il s'agit bien de l'ultime recours. Il n'y aura plus d'incinérateur sans contrôle permanent et transparent des pollutions émises. Il n'y aura plus de projet d'incinérateur sans que la destruction des déchets ne serve à produire de l'énergie.

Ces principes posés, je sais que vous n'avez pas conclu sur ce point et que les travaux du Grenelle doivent se poursuivre. Le gouvernement attend vos conclusions. Nous voulons une politique de vérité. Le président Al Gore a eu le courage de la proclamer.

Notre modèle de croissance est condamné. Pire encore : le maintien de la paix dans le monde est condamné si nous ne faisons rien. Les changements climatiques, nos concitoyens ne doivent pas les réduire à la fonte des neiges sur les pistes de ski. Les changements climatiques, ce sont des centaines de millions de réfugiés climatiques.

Les changements climatiques, c'est une accélération des grandes catastrophes, des sécheresses, des inondations, des cyclones : d'une certaine façon, c'est le Darfour où des millions de pauvres gens sont poussés par la faim et la soif vers d'autres régions où ils sont en conflit avec des populations qui y étaient installées de façon séculaire. Les changements climatiques, ce sont des épidémies nouvelles, des conflits exacerbés pour accéder à l'eau et à la nourriture.

Il faut donc avoir le courage de dire que la hausse des prix des hydrocarbures sera permanente. Il faut avoir le courage de dire qu'il n'y n'y aura plus de pétrole avant la fin d'un siècle. Il faut avoir le courage de reconnaître que nous ne connaissons pas tous les effets à long terme des 100 000 substances chimiques commercialisées. Il faut avoir le courage de reconnaître que nous n'avons pas toujours été exemplaires.

Les Français ont donc le droit de savoir. Ils ont le droit de connaître la vérité sur les menaces d'aujourd'hui et de demain. Ils ont le droit de se faire leur propre opinion. C'est une demande forte du Grenelle : nous allons donc créer un droit à la transparence totale des informations environnementales et de l'expertise. Toutes les données, sans exception, seront désormais communicables. Y compris sur le nucléaire et les OGM. Les seules limites seront le secret de la vie privée (beaucoup à faire en la matière !), la sécurité nationale et les secrets industriels. Cette politique de vérité est une politique de responsabilité. Plus personne ne doit pouvoir dire qu'il ne savait pas. Nous sommes tous comptables de nos actes.

Ce qui me permet de revenir sur la question du principe de précaution.

Proposer sa suppression au motif qu'il briderait l'action repose à mes yeux sur une grande incompréhension. Le principe de précaution n'est pas un principe d'inaction. C'est un principe d'action. C'est un principe d'action et d'expertise pour réduire l'incertitude. Le principe de précaution n'est pas un principe d'interdiction. C'est un principe de vigilance et de transparence. Il doit donc être interprété comme un principe de responsabilité. La responsabilité fait partie des valeurs que j'ai voulu porter dans la campagne électorale. Je veux d'ailleurs rouvrir le débat de la responsabilité et prendre les miennes. Celui qui pollue des rivières pendant des années, qui conçoit et vend un produit chimique, qui crée de nouvelles cellules génétiques, celui-ci doit être comptable de ses actes, même des années après, si un drame survient.

Nous allons faire sauter avec l'Europe les barrières juridiques pour aller chercher les pollueurs là où ils se trouvent. Il n'est pas admissible qu'une maison mère ne soit pas tenue pour responsable des atteintes portées à l'environnement par ses filiales. Il n'est pas acceptable que le principe de la responsabilité limitée devienne un prétexte à une responsabilité illimitée. Quand on contrôle une filiale, on doit se sentir responsable des catastrophes écologiques qu'elle peut causer. On ne peut pas être responsable le matin et irresponsable l'après-midi, ce n'est pas en tout cas la politique qui sera celle de la France.

Je veux revenir sur le dossier des OGM. La vérité est que nous avons des doutes sur l'intérêt actuel des OGM pesticides, sur le contrôle de la dissémination des OGM, sur les bénéfices sanitaires et environnementaux des OGM. Je ne veux pas me mettre en contradiction avec l'Union européenne mais je dois faire des choix. Dans le respect du principe de précaution,

je souhaite que la culture commerciale des OGM pesticides soit suspendue. Ceci en attendant les conclusions d'une expertise à conduire par une nouvelle instance, créée avant la fin de l'année en concertation étroite avec vous, Grenelle de l'environnement, et avec la commission européenne. Je prends mes responsabilités là aussi. Nous respecterons nos engagements. La preuve de cette volonté, c'est que je m'engage à ce que la France transpose au printemps 2008 la directive sur le sujet. Mais je ne peux pas être pris en flagrant délit de contradiction. Il y a un principe de précaution, des OGM pesticides : je veux les suspendre parce que c'est au nom du principe de précaution. En même temps, la France joue son rôle en Europe, elle n'ignore nullement ses obligations. Nous transcrivons la directive et nous en parlerons ensemble. Le Grenelle pose de nouveaux principes pour encadrer la culture des OGM, j'espère aux principes de transparence, au droit de cultiver avec ou sans OGM, à l'obligation de prouver l'intérêt sanitaire et environnemental des OGM. Ces principes, Jean-Louis les inscrira dans le projet de loi de transposition. Et au moins, il y aura une règle : la transparence, chacun prendra ses responsabilités.

Cette suspension de la culture commerciale des OGM pesticides ne signifie pas, là aussi je veux être clair, que nous devons condamner tous les OGM et notamment les OGM d'avenir. Nous devons accélérer la recherche. Je n'accepte pas qu'on détruise les parcelles de recherche. Ce que nous proposons en vérité, c'est le retour de la démocratie. Le débat, la transparence, la décision exclusivement pour des motifs d'intérêt général et non seulement commercial, la responsabilité. La contrepartie, ce sera le retour de chacun dans le champ de la démocratie et d'un État de droit. Le débat et la controverse. Pas les abus et la violence. Et personne ne me fera accepter et penser que c'est normal de violer la propriété privée. Je veux dire que je respecte l'avis de ceux qui n'ont pas le même avis que moi, mais je veux avoir l'honnêteté de leur dire que dans l'engagement sincère qui est celui du gouvernement, il y a aussi des principes auxquels nous tenons.

Dans le même esprit, je veux dire un mot du nucléaire pour bien montrer qu'on peut avoir une politique de vérité et évacuer les problèmes. Il est illusoire en France de vouloir relever le défi du climat, notre premier défi, sans l'énergie nucléaire. Aujourd'hui, nous n'avons pas d'autre choix sauf à renoncer à la croissance. Cette réalité, je l'ai toujours défendue, avant les élections et après. Mais ça ne signifie nullement que le nucléaire doit être la solution unique au défi climatique. Nullement. Notre première priorité, et c'est l'une des conclusions du Grenelle, c'est de réduire notre besoin d'énergie. L'objectif est d'améliorer de 20% notre efficacité énergétique d'ici à 2020. Notre deuxième priorité, c'est de viser un objectif de plus de 95 % d'énergie électrique sans effet sur le climat, c'est-à-dire sans carbone : c'est à mes yeux le seul objectif pertinent pour lutter contre les difficultés climatiques. Nous avons l'énergie nucléaire. Même si je ne veux pas créer de nouveaux sites nucléaires, je sais que nous ne devons pas renoncer à cette énergie. Je reprendrai les principes que vous proposez, notamment celui de la transparence. Et de la même façon que nous avons le programme national nucléaire qui a été lancé en 1974 pour réduire notre dépendance énergétique, je veux engager un programme national des énergies renouvelables avec la même ambition. Pourquoi opposer le renouvelable et le nucléaire ? Alors que chacun sent bien que nous avons besoin des deux. Nous nous voulons faire de la France le leader des énergies renouvelables, au-delà même de l'objectif européen de 20 % de notre consommation d'énergie en 2020.

Pour autant, je suis contre une forme de précipitation qui se traduit finalement par la dégradation de l'environnement. Les éoliennes, oui, mais d'abord sur les friches industrielles. Et loin des sites emblématiques. Quand je survole certains pays européens, ça ne donne pas envie...

Nous devons revoir la politique de soutien aux biocarburants pour l'avenir sans remettre en cause les engagements pris. Je souhaite que la priorité soit donnée au développement des

biocarburants de deuxième génération, plus pertinents face au défi environnemental et au défi alimentaire.

Et nous allons donner la priorité aux territoires où la notion d'indépendance énergétique a du sens. Je pense à la Corse qui doit pouvoir être indépendante d'un point de vue énergétique... C'est très important, l'indépendance énergétique. Imaginez ce qu'on peut faire pour la Corse comme pour nos départements et collectivités outre-marines. Je vous annonce que des 2008, nous engagerons le programme Réunion 2030. On peut véritablement, madame la ministre de l'Intérieur, donner à ces territoires la possibilité d'être des laboratoires de recherche au service des énergies renouvelables.

Dans le même esprit, le gouvernement engagera avec Michel Barnier pour l'autonomie énergétique des exportations agricoles. Il y aura donc bien une réduction de la part du nucléaire dans notre consommation d'énergie et il y aura une réduction de la part des énergies carbonées néfastes pour le climat, on va continuer à chercher sur le nucléaire et à on va lancer un plan de développement des énergies renouvelables. Pourquoi choisir alors que nous allons nous avons besoin des deux ?

Je voudrais dire que la politique de l'environnement, c'est une politique d'investissement. Assimiler la politique écologique à un retour en arrière, c'est une imposture. Les plus grandes pollutions s'observent au moins autant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Les plus grands agresseurs du climat sont des pays riches et des pays pauvres. Soyons réalistes : il est peine perdue de tenter de convaincre les pays en développement qu'ils doivent rester durablement pauvres parce que la croissance leur serait interdite. Et il est peine perdue de tenter de convaincre les Français qu'ils doivent vivre dans la pénurie pour le bien-être des générations futures. L'enjeu, c'est d'investir massivement.

Pour créer les conditions de la croissance de demain nous allons donc décider un grand programme national de développement durable. Je reprends les propos du vice-président Al Gore : il veut un plan Marshall pour la France comme pour la planète. Ça a réussi en 1947, ça doit réussir aujourd'hui. Stern a estimé l'investissement nécessaire à 1 % du PIB. Je rappelle que le plan Marshall, à l'époque, représentait 2 % du PIB. Qui aujourd'hui peut contester qu'à l'époque, le plan Marshall a rendu possible les 30 glorieuses ? La solution n'est pas dans l'accumulation des dépenses publiques et des taxations, nous allons réussir par l'investissement. Dans la recherche, dans les progrès technologiques, dans le progrès comportemental, innovation, inventivité. Nous allons engager un milliard d'euros sur quatre ans pour les énergies et les moteurs du futur, la biodiversité, la santé environnementale. Là où nous dépensons un euro pour la recherche nucléaire, nous dépenserons le même euro pour la recherche sur les technologies propres et sur la prévention des atteintes à l'environnement. Nous voulons être exemplaires des deux côtés.

Nous allons investir massivement dans les transports. Je le dis : l'État a eu tort de se désengager du développement des transports urbains. L'enjeu d'aujourd'hui est bien la congestion des centres-villes. Je rétablirai une participation de l'État pour la construction des voies de bus, des voies de vélo ou des tramways. Ce sont plus de 1 500 km qui seront construits hors de l'Île de France. Le TGV est un immense progrès: nous allons construire 2 000 km de lignes nouvelles.

Et je vous propose de poser le principe que les voies ferroviaires dégagées soient affectées au fret. Ce sont 2 millions de camions qui ne traverseront plus la France du Nord au Sud en 2020. Nous allons réhabiliter le transport fluvial et maritime. La France dispose d'atouts formidables. Je vous propose un plan d'investissement dans les liaisons fluviales qui retirera des routes un million de camions en plus d'ici à 2020. Je m'engage à redresser nos ports pour que les marchandises entrent enfin par les ports et non plus simplement par les routes. Nous aurons à en discuter avec certaines organisations syndicales.

Et puis une politique massive d'investissement dans le bâtiment. C'est une priorité, une urgence. Nous voulons la réduction de la consommation d'énergie pour les bâtiments. Je vous propose de retenir deux règles : dès avant 2012, tous les bâtiments neufs construits en France répondront aux normes dites de basse consommation. Et dès 2020, tous les bâtiments neufs seront à énergie positive, c'est-à-dire qu'ils produiront davantage d'énergie qu'ils n'en produisent. Pourquoi 2020 ? Parce que nous n'avons pas à ce jour les entreprises et la main-d'oeuvre nécessaires. Il faut un travail de formation considérable. L'enjeu majeur se situe dans les 30 millions de logements et de bâtiments anciens. Nous allons doubler le nombre de bâtiments anciens rénovés chaque année. Et porter à 400 000 par an le nombre de logements anciens rénovés. Ce programme commencera par les 800 000 logements HLM aujourd'hui dégradés.

Enfin, je retiendrai une règle simple pour tous les appareils ménagers, téléviseurs, chaînes haute fidélité, autres équipements qui sont à l'origine de l'explosion du budget énergies des ménages : dès qu'une alternative existe, les appareils les plus consommateurs d'énergie seront interdits. Nous le ferons dès 2010, pour les ampoules à incandescence ou les fenêtres à simple vitrage.

Politique d'investissements massifs dans l'agriculture. Une agriculture durable. Il y a 800 millions de personnes qui meurent de faim. Et d'ici à 2050, il y a 3 milliards d'êtres humains en plus. On ne va pas nous expliquer qu'on n'a pas besoin de l'agriculture ! L'agriculture est un enjeu majeur. Nous ne voulons pas d'une agriculture qui épuise nos sols, d'une agriculture qui utilise de façon croissante des produits chimiques dangereux.

Ce message, je le porterai dès le début de la présidence française de l'Union européenne pour le second semestre 2008, à l'occasion d'un grand débat d'orientation sur les principes fondateurs de la politique agricole commune de 2013. Les débats du Grenelle ont montré que de grands progrès sont possibles pour développer une agriculture et une pêche de haute qualité environnementale.

D'ores et déjà, toutes les cantines publiques proposeront au moins une fois par semaine un repas issu de l'agriculture biologique. C'est un minimum. Nous fixerons avec le premier ministre des objectifs beaucoup plus importants dans les mois et les années qui viennent. Je m'engage à ce que le cahier des charges de la restauration collective impose des produits labellisés ou issus d'exploitations certifiées. Il y a des producteurs de qualité, c'est au cahier des charges public de les aider. Non pas par des discours mais par des décisions.

Ce qu'on ne fera pas par la volonté, on va y inciter par l'obligation. Et l'État sera précurseur. Dès 2008, tous les ministères et toutes les administrations feront leur bilan carbone et engageront un plan pour améliorer de 20 % leur efficacité énergétique. Dès 2008, le code des marchés publics sera réformé pour que les clauses environnementales ne soient plus une faculté mais une obligation. Dès 2008, tous les projets de bâtiments publics respecteront les meilleures normes de performance énergétique. Et dès 2009, tous les nouveaux véhicules des administrations devront être propres.

Ce programme n'est pas une dépense : c'est un investissement. C'est l'investissement le plus rentable que nous pouvons faire aujourd'hui. Pour le seul secteur du bâtiment, nous allons créer 100 000 emplois et de nouvelles filières de formation. Dans le seul secteur des nouvelles énergies, 50 000 emplois seront créés. L'indépendance énergétique de la France va s'améliorer et nous parviendrons à réduire la facture énergétique des ménages de presque 40 % d'ici 2020. Nous voulons une politique d'incitation.

Le Grenelle a été un formidable révélateur : les Français attendent une grande ambition écologique. Bien sûr, il y a des suspicions mais le principal défi n'est plus de convaincre : il

est de décider. Je vous propose de créer un droit à l'alternative pour tous. Les décisions environnementales ne doivent laisser personne face à un mur ou à une situation insoutenable. Si interdire l'accès d'un centre-ville aux voitures empêche quelqu'un d'aller travailler, alors la collectivité doit lui proposer une solution de transport alternatif. On ne peut pas punir les gens. Il faut les inciter. On m'oppose que cette politique coûte cher et qu'il faut créer une nouvelle fiscalité pour la financer. Ce sont les mêmes qui contestent la politique environnementale et qui sont convaincus que l'on ne peut rien faire de plus. La pollution est un coût pour la société, la pollution est une dette que nous léguons à nos enfants. Je pense que la rénovation des bâtiments, on peut la rentabiliser en moins de 10 ans grâce à la réduction de la facture énergétique. Quant au transport, je relève que personne ne s'inquiétait auparavant du coût des routes. Ne peut-on financer le transport alternatif en réduisant les crédits affectés à la construction des routes ? Il faut cesser de concevoir la fiscalité écologique comme un instrument pour financer les dépenses supplémentaires de l'État.

Je prends un engagement : les prélèvements du Grenelle iront au financement du Grenelle. Je propose que l'on taxe les camions qui traversent la France et utilisent notre réseau routier. Il n'y a aucune raison pour que la France accueille tous les camions qui évitent les routes de nos voisins. Cette taxe servira au financement des transports collectifs.

Le Grenelle propose une taxe écologique annuelle sur les véhicules neufs les plus polluants. Je souhaite que cette taxe permette de financer le retrait des vieux véhicules polluants grâce à une prime à la casse progressive et durable pour aider au rachat de véhicules propres. Pour être incité à changer de comportement, on n'a rien trouvé de mieux que le système des prix.

Aujourd'hui, les prix ne reflètent pas la réalité des pollutions. Vous proposez l'étiquetage des produits de consommation courante pour indiquer leur coût carbone. C'est un premier que pas. Je veux aller plus loin : je peux poser la question du prix du carbone. Nous avons l'inventeur de ce système, il n'est pas normal qu'un produit qui traverse le monde coûte moins cher qu'un produit local parce que le prix de son transport et de sa production n'intègre pas ces émissions de gaz à effet de serre. J'ai posé cette question à l'Union européenne. Nous avons été les premiers à soumettre nos principales entreprises à un système de quotas pour limiter leurs émissions néfastes au climat. Il n'est pas normal que les concurrents qui importent en Europe les mêmes produits ne soient soumis à aucune obligation. Je ne veux pas refermer ce dossier au prétexte qu'il serait compliqué. Il faut le traiter au niveau communautaire. Il faut étudier la possibilité de taxer les produits importés de pays qui ne respectent pas le protocole de Kyoto. Nous avons imposé des normes environnementales à nos producteurs. Il n'est pas normal que leurs concurrents puissent en être totalement exemptés. Je propose que dans les six mois, l'Union européenne débattre de ce que signifie de concurrence loyale. Le dumping environnemental, ce n'est pas la loyauté : c'est la déloyauté. C'est un problème européen que nous devons poser.

Le Grenelle a conclu à la nécessité d'étudier la création d'une taxe climat énergie. C'est-à-dire une taxe sur les énergies fossiles. Je veux proposer les principes suivants : je suis contre toute fiscalité supplémentaire qui pèserait sur les ménages et les entreprises. Il n'est pas question d'augmenter le taux des prélèvements obligatoires. Le gouvernement est contre tout prélèvement sur le pouvoir d'achat des ménages. Tout impôt nouveau doit être strictement compensé. La fiscalité écologique n'a de sens que si elle permet de modifier les comportements. Elle n'a de sens que si elle favorise de nouveaux modes de production. De nouvelles innovations. Elle n'a pas de sens si elle sanctionne injustement nos concitoyens et inutilement nos entreprises. Lorsqu'un produit propre existe, il doit être moins cher qu'un produit polluant.

Je demande la création d'une TVA à taux réduit sur tous les produits écologiques et qui respectent le climat et la biodiversité. Je me battraï pour cela. Je suis d'accord pour aller plus loin dans la réflexion. La fiscalité écologique ne doit pas se résumer à une compilation de petites taxes. Il faut une profonde révision. L'objectif est de taxer plus les pollutions, notamment les énergies fossiles et de taxer moins le travail. Je m'engage à ce que la révision générale des prélèvements obligatoires se penche sur la création d'une taxe climat énergie en contrepartie d'un allègement de la taxation du travail, pour préserver la compétitivité, madame la ministre des Finances, et le pouvoir d'achat, monsieur le responsable syndical.

Enfin, une démocratie irréprochable. Nous allons demander que le Parlement, chaque année, contrôle la mise en oeuvre par le gouvernement d'une politique du développement durable. Le développement durable ne peut plus être une politique qui ignore la biodiversité. Gérer la nature n'est pas un luxe de pays riches : c'est une exigence. Nous allons engager un programme national de lutte contre l'artificialisation des sols. Les documents d'urbanisme et de planification respecteront le principe du maintien de la biodiversité, y compris en permettant des mesures de compensation. Les sciences de la nature retrouveront leur place dans l'enseignement et dans les plus hautes assemblées scientifiques. Nous créerons la trame verte en France, et pourquoi pas en Europe, qui permettra aux espèces de se développer, de migrer et de survivre au changement climatique.

Une politique de développement durable ne peut plus être une politique qui ignore l'enjeu de santé environnementale. Les asthmes et les allergies explosent. Les cancers des enfants touchent de plus en plus de familles. Nous allons multiplier par cinq les crédits consacrés à la veille environnementale. Il est grand temps de prendre au sérieux l'usage croissant des pesticides dont nos agriculteurs sont les premières victimes. Je demande à Michel Barnier de proposer avant un an un plan pour réduire de 50 % l'usage des pesticides dont la dangerosité est connue, si possible dans les 10 ans qui viennent. Vous voyez que j'ai suivi la force de vos travaux jusqu'à ses dernières minutes. Il s'agit pour nous d'engager toutes les institutions au service de cette politique.

Il appartiendra donc au Parlement d'adopter une loi-programme qui fixera les principes et les objectifs de la politique française de développement durable à long terme. Il appartiendra au Parlement de contrôler nos engagements pris. Il appartiendra au Parlement de décider de la création de commissions de l'environnement au sein de nos deux assemblées. Comment dire que l'environnement et le développement durable est une priorité s'il n'existe pas de commission, de lieu pour en débattre justement ?

Et nous donnerons plus de libertés aux collectivités locales pour décider de leur propre politique environnementale. Il leur appartiendra par exemple de librement décider de la possibilité de créer des péages urbains. Et celles qui voudraient aller plus loin pourront demander une loi d'expérimentation. Sortons de ses débats absurdes entre les partisans du péage urbain et les adversaires. Ça sert à quoi d'avoir donné l'autonomie de gestion aux collectivités si on ne leur permet pas de décider en toute responsabilité d'un financement des grands équipements qui permettront de désengorger leur centre-ville ? C'est donc un choix qui est le choix de la responsabilité et de la confiance.

Enfin, nous voulons une démocratie irréprochable fasse à l'expert, trop souvent absent ou contesté, nous voulons refonder le processus de la décision publique en insufflant une véritable culture de l'évaluation. Il est temps de regrouper les 45 instances et organismes d'expertise concernés qui ont profondément réformé les fondements de la décision publique pour rétablir la confiance. Ce New Deal écologique, la France ne le portera pas seule. La France veut le porter avec l'Europe. A la tête de la politique environnementale européenne, avec la commission, avec le Parlement européen. Monsieur le président, toutes les initiatives de la commission pour accroître les normes, la France les soutiendra. Et je pense

notamment aux normes d'émissions des véhicules : il faut la norme la plus exigeante pour tous.

Les propositions de la commission pour l'énergie et le climat seront stratégiques pour l'avenir de l'Europe. Je souhaite que les travaux soient accélérés et que nous parvenions à définir notre politique sous présidence française. L'Europe a toujours eu un temps d'avance.

Nous avons trop attendu, nous ne pouvons plus attendre. Notre responsabilité est d'abord morale et notre responsabilité est individuelle.

Je ne crois pas, comme le président Al Gore, que l'on puisse s'exonérer de ses propres fautes au nom des fautes des autres. Vous savez, monsieur le président, pour arriver où nous en sommes là aujourd'hui, pour qu'un homme comme moi puisse tenir un discours qui propose tant de changements, pour que nos familles politiques soient capables d'accepter et d'entendre ce discours, et peut-être même de le soutenir, pour qu'un gouvernement de la république, n'est-ce pas M. le Premier ministre, soit prêt - après des engagements publics, comment voulez-vous que nous ne les tenions pas ? – à assumer la complexité, la difficulté, les épreuves, des décisions que je viens d'avancer, pour que dans cette salle il se trouve des ONG ou des organisations syndicales qui s'imaginaient à 1 000 lieues de notre propre opinion et de notre propre système de raisonnement, et que personne jusqu'à présent n'ait quitté la salle, c'est que la France est en train de changer, Messieurs les présidents.

Mais ce changement de la France, nous voulons le mettre au service de l'Europe et au service du monde. Si la France a compris que son devoir était d'agir, c'est que l'Europe doit agir et que le monde doit réagir. J'aimerais que vous compreniez une chose : ce que nous avons décidé de faire, nous l'avons fait à la fois au nom du sentiment et de la raison. Nous l'avons fait au milieu de difficultés de tous ordres et je n'ignore nullement qu'avec le gouvernement et le premier ministre, nous allons tomber sur des inerties, des routines, des égoïsmes, des aveuglements, des idéologies.

Mais je vous dis une chose : ce que j'ai dit ce soir, nous le ferons et nous le ferons ensemble.

Je vous remercie de l'avoir compris.